

## GOUVERNEMENT-UGTA-PATRONAT

## Un «front commun» scellé à Annaba

**C'est un Abdelmalek Sellal offensif qui est intervenu hier devant les participants de la 20<sup>e</sup> réunion tripartite, dont les travaux ont eu lieu à l'hôtel Sheraton d'Annaba. «Tout ce que nous avons dit et prédit s'est avéré juste et vrai, et ce, contrairement à ce qui a été avancé par certains cercles et personnes», a-t-il souligné.**

De notre envoyé spécial  
à Annaba, Abder Bettache

C'est un discours plaidant son bilan à la tête du gouvernement mais surtout les actions entreprises depuis la dernière tripartite qui a eu lieu à Biskra, que le Premier ministre a développé hier lors de son intervention devant les participants à la 20<sup>e</sup> tripartite.

D'emblée, M. Abdelmalek Sellal dira que «le gouvernement est parvenu à stabiliser le cadre macroéconomique sans pratiquer une politique d'austérité et a privilégié la recherche constante de la croissance et de la création de richesses à la gestion comptable froide et cynique».

L'entrée en matière du Premier ministre lui a permis de passer à l'offensive et entamer sa plaidoirie. Quelque peu crispé, l'orateur a déclaré que «le temps nous a donné raison». Bien évidemment, la question financière était le principal argument avancé par le Premier ministre. A ce propos, il dira : «En rationalisant l'exécution de la dépense publique et en ciblant les niches de gaspillage, nous avons pu obtenir une stabilisation du budget de fonctionnement ainsi qu'une réduction notable d'équipement».

Chiffres à l'appui, il fera savoir que «les réserves de change se stabilisent à plus de 112 milliards de dollars US et le niveau de liquidité dans les banques a atteint en janvier 2017, 1 037 milliards de DA, contrairement aux présages alarmants de certains».

Toutefois, le Premier ministre avertit que ces mêmes réserves de change «vont progressivement diminuer pour atteindre en juin prochain 96 milliards de dollars US, pour qu'elles remontent avant la fin de l'année».

## «Evitons l'hypocrisie»

Pour le Premier ministre, «il relève du devoir de dire la vérité aux Algériens pour mettre en échec les colporteurs de calomnies et de mensonges qui n'arrivent pas à accepter que notre pays demeure stable, uni et en paix». A ce propos, il dira que «l'Algérie brave la conjoncture économique et les tentatives de déstabilisation, car elle commence à enregistrer les résultats de sa démarche de renouveau économique et social». Et à ce titre, il réexplique les contours de la démarche du renouveau économique et social.

Il n'en demeure que le discours de Sellal a été attentivement suivi par les acteurs concernés par cette tripartite, à l'image du secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, qui a tenu à développer un discours marqué par quelques critiques adressées à certains cercles «qui feignent de ne pas voir le développement économique».

Sidi Saïd, qui a réitéré le soutien des syndicalistes de son organisation à «toutes les actions qu'entreprend le Premier ministre», a demandé «d'éviter d'être hypocrite». «Je vais parler avec cœur et vérité sans blesser personne : si vous voulez aller de



Sellal plaide pour l'instauration du «patriotisme économique».

l'avant, il faut libérer l'investisseur et débureaucratiser l'action de l'investissement.»

Et d'ajouter : «Nous syndicalistes, en présence de nos partenaires économiques, vous livrons notre intime conviction qui consiste à dire qu'avec vous, et notre gouvernement, nous sommes convaincus, aujourd'hui, que notre maturité et notre confiance mutuelle dans la prise en charge des enjeux socio-économiques propulseront notre économie nationale vers des réussites cer-

taines qui dureront dans l'intérêt national. Evitons seulement l'hypocrisie entre nous.»

## Patriotisme économique

Pour sa part, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), M. Ali Haddad, dira que cette rencontre «traduit, encore une fois, la volonté des pouvoirs publics et des partenaires économiques et sociaux de perpétuer le débat qui nous permet de progresser dans nos réflexions et de renouveler nos analyses, afin de

percevoir correctement les enjeux liés à la poursuite du développement de notre économie, de sa diversification et de son émergence.»

Saluant les résultats enregistrés par le gouvernement Sellal, le président du FCE a plaidé pour l'instauration du «patriotisme économique». «Ce patriotisme économique, nous le soutenons et nous le revendiquons. Nous défendons à ce titre la règle du 51/49 qui en est l'expression première, parce qu'elle est de nature à consolider le secteur public et le secteur privé producteurs. Nous souhaitons qu'elle soit complétée par un autre levier qui est de nature à renforcer puissamment les synergies entre ces secteurs et qui est le partenariat public-privé», a-t-il expliqué, tout en ajoutant en guise de conclusion : «Nous pensons qu'il est impératif d'organiser cet instrument pour servir le développement de partenariats entre le secteur public et les entreprises privées nationales. Le FCE plaide pour que cette tendance soit inversée et que ce soient les entreprises nationales qui tirent profit du partenariat public-privé.»

A. B.

## Fin des travaux de la tripartite

Un front commun regroupant le gouvernement, le patronat et l'UGTA a vu le jour à l'issue des travaux de la 20<sup>e</sup> tripartite, dont les travaux ont eu lieu hier à Annaba. Le communiqué final sanctionnant la fin des travaux fait état de la nécessité «de renforcer l'esprit de solidarité, d'entente et de solidarité entre les différents partenaires économiques et sociaux et de mettre à profit pour la concrétisation des objectifs stratégiques de développement économique et de bien-être social».

Les signataires de la déclaration finale ont convenu, lit-on dans le document, de «renforcer et d'encourager les instruments alternatifs et innovants de

financement de l'économie, à l'instar du marché financier et du partenariat, qui constituent un levier important dans le domaine de l'investissement». Il s'agit, explique-t-on, «de privilégier des partenariats pour les projets structurants et de développement de la base industrielle et productive nationale, en s'entourant des garanties nécessaires et en instaurant un environnement réglementaire, économique et financier favorable pour faciliter aux opérateurs économiques algériens la captation du savoir-faire et des possibilités de financement disponibles sur le marché domestique ou international».

A. B.

## SIDÉRURGIE

## L'espoir renaît à El Hadjar

**Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a présidé, hier, un meeting regroupant les travailleurs du complexe sidérurgique Sider El Hadjar propriété du groupe Imetal.**

La cérémonie de remise en marche du haut fourneau N°2 du complexe, après sa rénovation. Y ont participé des membres du gouvernement accompagnant le Premier ministre, Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de la Centrale syndicale UGTA, seul syndicat admis à prendre part à la tripartite, les membres du Forum des chefs d'entreprise, conduits par leur président Ali Haddad.

La présence de cet important aréopage à Annaba entre dans le cadre de la tenue de la 20<sup>e</sup> session de la tripartite «gouvernement, syndicat, patronat» dont les travaux ont été ouverts dans la matinée à l'hôtel Sheraton.

Dans sa déclaration à l'ouverture des travaux de la tripartite, Sellal avait souligné : «La détermination de l'Etat à préserver l'outil national de production et à le développer. La remise en service du haut fourneau du complexe d'El Hadjar confirme cette volonté forte

en faveur d'une base industrielle moderne et compétitive, qu'elle soit privée, publique ou en partenariat», estime-t-il.

Pour Sidi Saïd, «la crise économique et financière mondiale doit être considérée comme un stimulant pour optimiser nos capacités industrielles, à activer la mise en place d'un véritable tissu industriel public et privé. Outre l'appui de l'Etat, ce dernier devra mobiliser l'ensemble des acteurs pour dynamiser notre économie nationale dans une sphère productive créatrice de richesses et d'emplois et qui garantisse un revenu décent aux travailleurs et à leurs familles».

Après la récupération de la totalité des actions par l'Etat en septembre 2015, les pouvoirs publics ont décidé de réhabiliter et moderniser la totalité des installations du complexe sidérurgique d'El Hadjar. La démarche est motivée par la vétusté avérée du fait de leur utili-

sation à outrance par le partenaire indien. Depuis son installation au complexe en 2001, celui-ci cherchait à maximaliser ses profits. Les installations avaient, donc, un besoin urgent de réhabilitation.

Prévus pour une durée de cent jours, les travaux se sont étalés pour dépasser les 17 mois. Différentes entreprises étrangères se sont succédé au complexe pour cette réhabilitation avec plus ou moins de réussite. Et ce n'est que le mois de février 2017 que les essais ont été jugés concluants. La production effective est prévue pour la fin du mois de mars courant au grand bonheur des sidérurgistes qui craignaient à un certain moment de ne plus revoir leur outil de travail reprendre du service.

Après la rénovation, les responsables du complexe prévoient une production de 1,2 million de tonnes/an pour la période 2017-2018 avant de monter en cadence pour atteindre les 2 millions de tonnes à l'horizon 2020.

Auparavant, le Premier ministre devait effectuer une visite au complexe sidérurgique du grou-



La production effective est prévue pour la fin du mois courant.

pe privé Attia, implanté dans la localité de Bergouga, non loin de Sider El Hadjar commune de Sidi Amar.

Ce complexe comprend deux unités, dont celle de profilé cornières, fer plat et tubes carrés d'une capacité de 150 000

tonnes/an, mise en service lors de cette visite, et une aciérie électrique accusant un taux de réalisation de 85 % et qui produira, une fois mise en service, 600 000 tonnes/an avec un effectif de 550 salariés.

A. Bouacha